

Les Français divisés sur les services publics, selon l'Ifop

Reuters le 08/07/2008 14h11

PARIS (Reuters) - Les Français sont divisés par l'arbitrage entre économies budgétaires et maintien des services publics de proximité même si une majorité se dégage en faveur de ces derniers, selon un sondage Ifop.

L'enquête, réalisée pour le compte d' **Acteurs publics** et d'Ouest France, coïncide avec la tenue, les **9 et 10 juillet** à Paris, de la première édition des " **Rencontres de la modernisation de l' Etat** " sous le haut patronage du ministre du Budget et des Comptes publics, **Eric Woerth** .

Cinquante trois pour cent des personnes interrogées jugent nécessaire de garder des services publics à proximité des usagers sur l'ensemble du territoire, quitte à augmenter les impôts, mais 44% se disent prêts à renoncer à la continuité territoriale du service public, et donc à accepter la fermeture de certains services, pour réduire le déficit de l'Etat.

Les tenants d'une conservation des services publics quel qu'en soit le coût se retrouvent principalement chez les femmes, les 35-49 ans, les professions intermédiaires et les employés et, sans surprise, parmi les salariés du secteur public (69% contre 48% pour le secteur privé), précise l'Ifop dans un communiqué.

La question révèle surtout une fracture selon la sympathie partisane des personnes interrogées : 66% des proches de la gauche se disent attachés au maintien de l'offre de services publics quand 58% des sympathisants de droite (voire 65% à l'UMP) privilégient la nécessité d'économies budgétaires, quitte à voir fermer les services publics.

Toutes tendances confondues, une nette majorité de Français (62%) approuve le principe d'un dédommagement de la commune concernée par des fermetures de services publics.

Évaluation du site

Site consacré à l'actualité de la bourse. Il propose des conseils boursiers, l'évolution des indices, des informations sur les marchés et les sociétés.

Cible
Spécialisée

Dynamisme* : 307

* pages nouvelles en moyenne sur une semaine

La Révision générale des politiques publiques (RGPP), lancée en juin 2007 dans les premières semaines du quinquennat de Nicolas Sarkozy, est perçue par 80% d'entre eux comme ayant pour objectif de réaliser des économies budgétaires. Seuls 19% y voient une finalité d'amélioration de l'offre de services publics à destination des usagers.

L'enquête a été réalisée les 3 et 4 juillet auprès d'un échantillon représentatif de 1.003 personnes.

Véronique Tison, édité par Pascal Liétout